

PRÉFACE

Le XX^e siècle, avec deux guerres mondiales et deux idéologies totalitaires, a été le siècle des États, de l'affirmation de leur souveraineté et de leur montée en puissance.

Le XXI^e siècle sera bien différent. Il s'annonce partout dans le monde – à « l'exception française » – comme une rupture avec cette pensée dominante qui consiste à faire toujours confiance à l'État et à l'action collective. Au concept clé de Pouvoir comme élément structurant de la société succédera la notion de Responsabilité. En conséquence, la pensée libérale sera le principe organisateur du nouveau monde qui se dessine.

En effet, le libéralisme n'est pas, comme veulent le faire croire les adversaires de la pensée libérale, une réduction de la société à l'économie. C'est au contraire une vision de la société qui repose sur une éthique : l'éthique de la liberté et de la responsabilité. Cette éthique est celle qui, de plus en plus, dans les années à venir, va s'imposer sur les ruines du vieux système hiérarchique qui craque de toute part. Car s'il est vrai que les modes de production déterminent pour une large part les modes d'organisation et de fonctionnement de la société, de même que l'invention de l'imprimerie a contribué à la formation de la notion d'individu, de même nous devons nous attendre à ce que, demain, la révolution électronique et informatique qui se déroule sous nos yeux engendre une nouvelle forme d'organisation sociale.

Dans le monde qui s'en va, le pouvoir était pour sa plus large part lié à la quantité de savoir et de compétence accumulée par chacun, ce qui entraînait un principe de hiérarchie et de centralisation. D'où une organisation principalement pyramidale où le chef a toujours raison car, par définition, il occupe une position qui garantit qu'il en sait plus et mieux. Ce qui s'est traduit dans l'entreprise par une organisation taylorienne où les hommes étaient considérés comme des robots rangés à la chaîne et effectuant un travail machinal selon des consignes venues du sommet de la hiérarchie et surveillés par de petits chefs. Cela a aussi conduit au développement généralisé d'une attitude qui consiste à penser la société et l'économie comme des machines à fonctionnement mécanique ; à croire que plus les choses sont compliquées plus il convient de les appréhender, de les contrôler, de les diriger d'en haut.

Aujourd'hui, cet univers constructiviste est en voie de disparition. Il se délite et s'effondre. Dans l'entreprise, l'état d'esprit dirigiste est quasiment mort. Le dirigisme économique vit ses derniers feux. Reste le dirigisme politique qui agonise.

Dans le nouveau monde qui s'annonce, les choses seront très différentes. La formidable puissance de la révolution de l'information numérique signifie que la quantité de savoir possédée par les individus ne constituera plus la garantie d'une position hiérarchique avantageuse. Ce qui comptera sera désormais davantage la capacité d'utilisation du savoir que la quantité de savoir emmagasinée par les individus. L'opposition s'y fera moins entre les puissants et les faibles qu'entre les rapides et les lents. Le principe d'organisation dominant sera celui du réseau, avec une représentation de la société et de l'économie vues comme des systèmes vivants, fonctionnant avec une logique d'auto-organisation et d'autorégulation.

L'action politique y sera plus proche de celle du jardinier ou du biologiste agissant délicatement sur les éléments constitutifs d'un ordre spontané existant, que de celle de l'architecte constructeur de rêves. Il ne sera plus possible de diriger en donnant des ordres rigides auxquels les autres doivent se soumettre

(ou se démettre), mais en édictant des règles qui permettront à chacun d'accompagner sagement la croissance des systèmes qui l'entourent. La réglementation n'y sera plus conçue prioritairement comme un instrument de contrôle et de domination exprimant un mode de pensée fermée, mais comme un cadre d'accueil ouvert à l'initiative et à l'hétérogénéité.

D'ores et déjà, Internet est le symbole fort de cette mutation de société. Il est intéressant de constater à quel point cette logique rejoint très précisément ce qui est depuis toujours l'intuition fondamentale de la pensée libérale : le marché conçu non pas seulement comme un lieu physique et statique d'échange, mais comme un processus dynamique et vivant contribuant par l'échange libre et spontané à l'articulation d'un ensemble de savoirs conscients et inconscients. Le marché pensé comme un mécanisme de réseau où les actions, les décisions, les expériences personnelles, lorsqu'elles prennent place dans le cadre d'un État de droit définissant un petit nombre de règles fondamentales, générales et abstraites, conduisent à l'émergence d'un niveau de savoir d'ordre systémique encore plus complexe dont tout le monde bénéficie sans nécessairement en avoir conscience.

Voilà pourquoi le XXI^e siècle sera libéral. A nous de le savoir et d'en tenir compte pour que notre pays y trouve sa place. Ce qui nécessite de notre part de très gros efforts de changement et d'adaptation.

Y sommes-nous prêts ? Rien n'est moins sûr quand on voit comment réagissent tous les lobbies et groupes d'intérêt de notre pays devant des projets de réforme qui restent pourtant encore très timides.

Les obstacles sont connus. Le plus important est celui d'une classe dirigeante et politique, constituée d'hommes généralement sortis du même moule, qui a du mal à se dégager d'une conception étatique de la société. Elle se révèle ainsi incapable de proposer au peuple les éléments d'une véritable rupture avec le monde du passé. Certes, elle évolue, elle progresse. Mais, si l'on compare à ce qui se passe par exemple en Grande-Bretagne

depuis la victoire du nouveau travaillisme de Tony Blair, le mouvement est à l'évidence bien lent.

Il existe un autre obstacle à cette nécessaire mutation : celui de l'entreprise politique et médiatique qui vise à dévaloriser d'emblée toute solution libérale en se prévalant d'exemples anglo-saxons. C'est ici qu'intervient l'excellent livre de Christian Gerondeau.

Il ne saurait être question de copier par système ce qui se fait en Amérique ou en Grande-Bretagne. Mais encore faut-il d'abord bien connaître ce que sont les réalisations et les résultats de ceux qui ont su tirer les enseignements d'une vision libérale de l'avenir et les inscrire dans leur réalité nationale. Or, on ne peut pas dire que la plupart des livres et des témoignages sur ce sujet actuellement offerts sur le marché français se distinguent par un haut degré d'objectivité. A les écouter, l'univers libéral anglais ou américain relèverait avant tout du miroir aux alouettes : derrière l'aspect brillant de certains résultats économiques suscitant la jalousie des Européens (taux de croissance, créations d'emploi, baisse du chômage), le modèle libéral anglo-saxon exprimerait d'abord et avant tout un choix d'accroissement des inégalités économiques et de régression sociale fondamentalement incompatible avec le respect de nos valeurs républicaines.

Le mérite de Christian Gerondeau est de mettre à nu les impostures statistiques et les fraudes intellectuelles qui nourrissent ce discours essentiellement partisan. C'est en raison du service qu'il apporte ainsi aux libéraux qui éprouvent le besoin de disposer d'un argumentaire à la fois simple, détaillé et structuré, que je conseille la lecture de son ouvrage. A ce titre, je lui souhaite non seulement d'avoir de nombreux lecteurs, mais également le plus grand nombre possible d'auteurs concurrents. Tant il est vrai que c'est d'abord dans le combat des idées et des représentations que se jouera la place de notre pays pour le siècle à venir.